

# La Femme dans les Institutions Gouvernementales au Yémen

Synthèse des résultats

Par:

**Yomna Al-Zubiry**

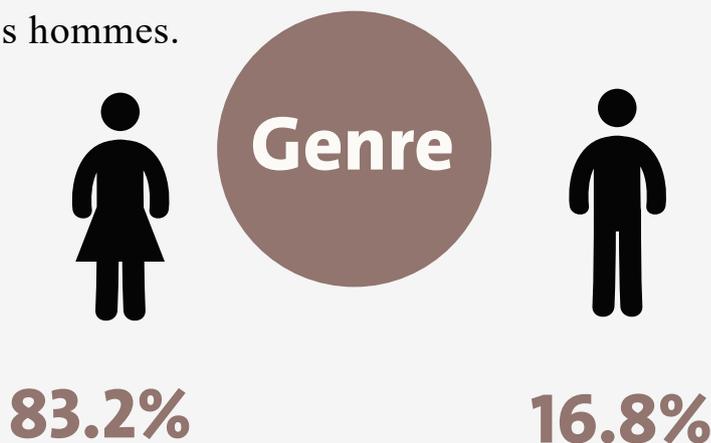


Au Yémen, les institutions gouvernementales ont joué un rôle important dans divers aspects de la vie depuis leur création. Ces institutions sont considérées comme une pierre angulaire pour réaliser le développement et la stabilité dans le pays. Elles sont responsables de fournir des services essentiels aux citoyens, tels que l'éducation, la santé, la sécurité, la justice, les transports, l'électricité, l'eau, et d'autres. Les institutions gouvernementales contribuent à cela en offrant des opportunités d'emploi, en créant des projets de développement, en soutenant les entreprises et en renforçant l'économie nationale. En outre, elles renforcent la primauté du droit en appliquant les lois et les règlements et en assurant la justice entre les membres de la société.

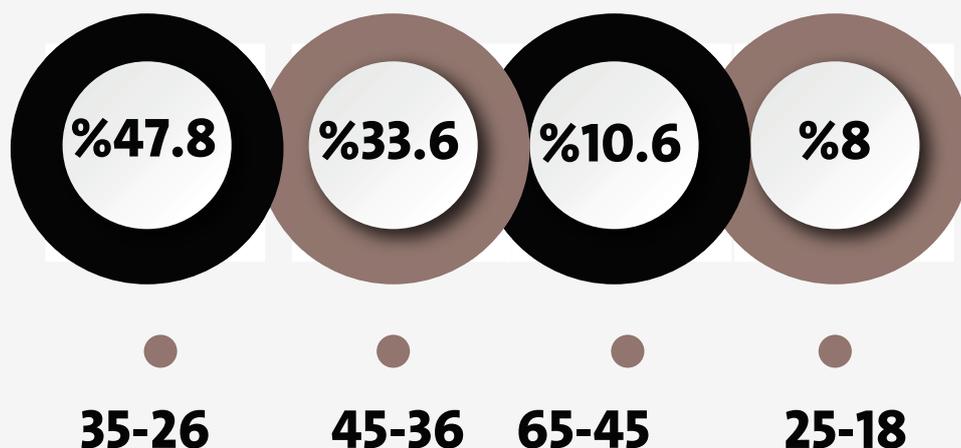
Pour garantir que ces institutions remplissent pleinement leur rôle, il est essentiel de renforcer la participation et le travail de toutes les catégories de la société, y compris les femmes, dont le travail au sein des institutions gouvernementales contribuera à promouvoir l'égalité des sexes et à stimuler la croissance économique. Cependant, malgré tous ces efforts, de nombreux défis persistent pour les femmes dans les institutions gouvernementales à travers tout le Yémen. Ces défis incluent les préjugés sexistes, le manque de soutien et de formation pour les femmes, ainsi que le manque de modèles féminins occupant des postes de direction au sein des institutions gouvernementales.

À la suite de tout cela, l'Unité d'information et de sondage du YIC a mené une enquête intitulée : « La Femme dans les Institutions Gouvernementales ». Cette enquête visait à explorer les opinions d'un échantillon représentatif de la société yéménite sur les principaux défis auxquels sont confrontées les femmes dans les institutions gouvernementales, ainsi que sur les moyens de renforcer leur présence et de garantir une participation effective dans ces secteurs.

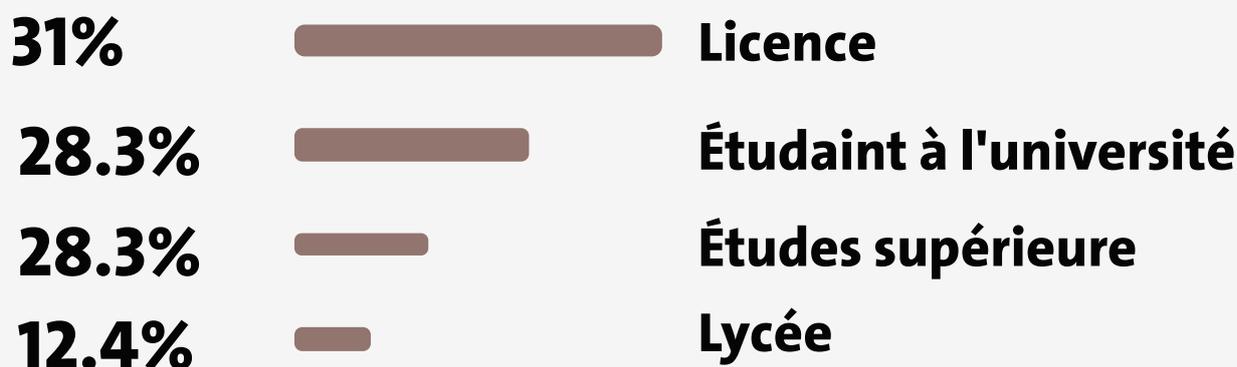
113 personnes de différentes régions du Yémen ont participé à cette enquête. Les femmes représentaient la majorité des participants avec 83,2%, contre 16,8% pour les hommes.



Les tranches d'âge des participants étaient variées : 47,8% avaient entre 26 et 35 ans, 33,6% avaient entre 36 et 45 ans, 10,6% avaient entre 46 et 65 ans, et 8% avaient entre 18 et 25 ans.

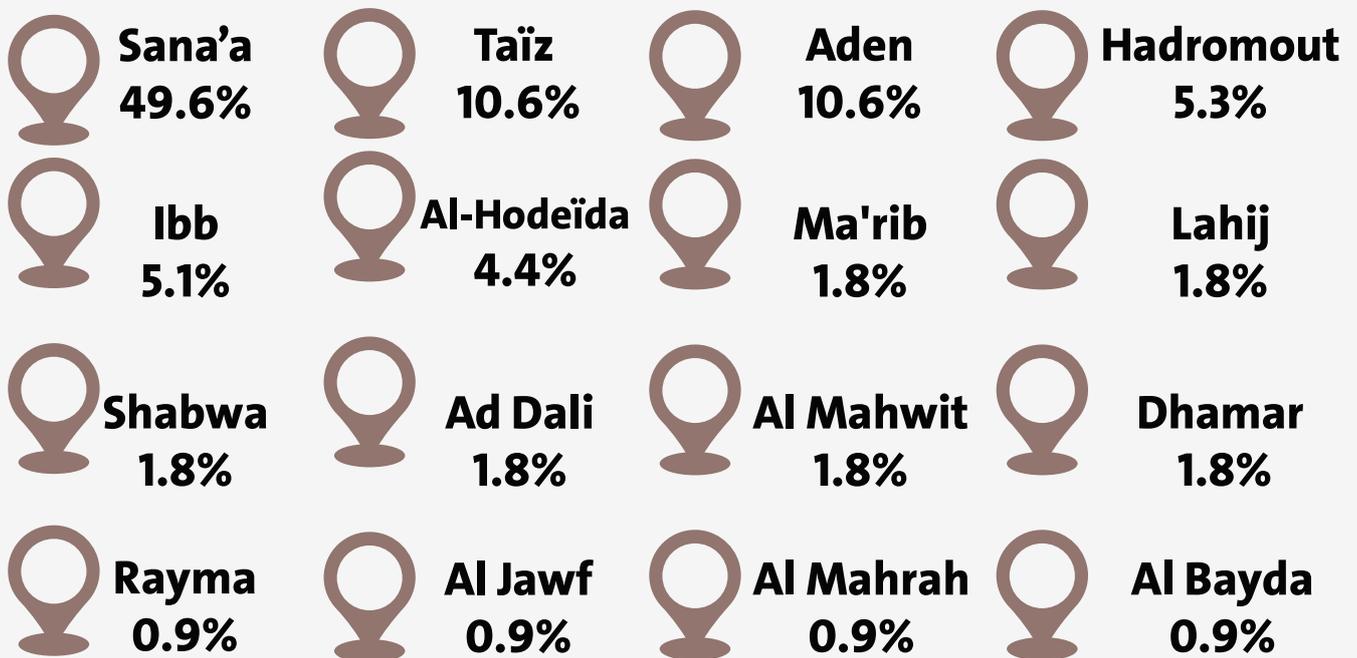


En termes d'éducation, les titulaires d'un diplôme de licence représentaient la majorité des participants avec 31%, suivis par les étudiants universitaires avec 28,3%, les titulaires de diplômes supérieurs avec 28,3%, et enfin, les titulaires d'un baccalauréat avec 12,4 .%



L'enquête a couvert 16 gouvernorats du Yémen. Le gouvernorat de Sana'a a enregistré la plus haute proportion de participants à 49,6%. Il a été suivi par les gouvernorats de Taïz et d'Aden, chacun à 10,6%, puis Hadramaout à 5,3%, et Ibb à 5,1%. En outre, 4,4% des participants provenaient du gouvernorat d'Al-Hodeïda, et 1,8% de chacun des gouvernorats de Ma'rib, de Lahij, de Shabwa, d'Ad Dali', d'Al Mahwit et de Dhamar. Enfin, 0,9% des participants venaient de chaque gouvernorat de Bayhan, d'Al Mahrah, d'Al Jawf et de Raymah.

## Gouvernorat

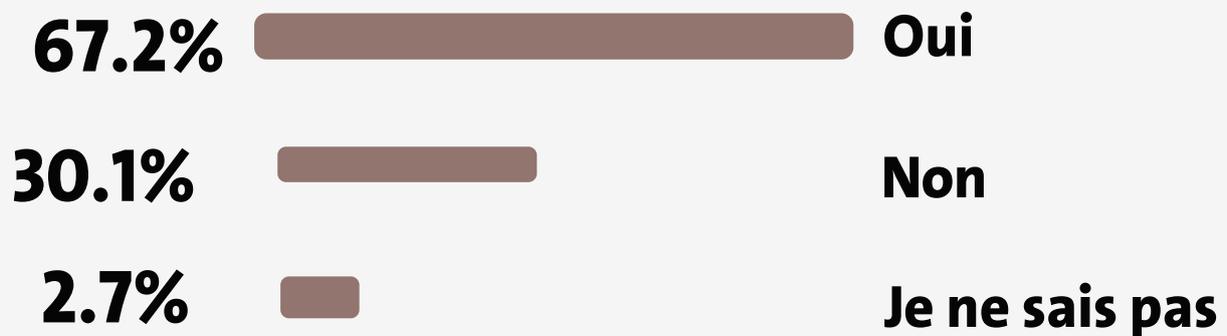


## Les résultats principaux

Les résultats de l'enquête montrent que 77% des participants estiment que la présence des femmes dans les institutions gouvernementales au Yémen est importante, tandis que 12,4% pensent que cette présence est limitée. Seuls 10,6% considèrent que la présence des femmes dans ces institutions est moyenne.



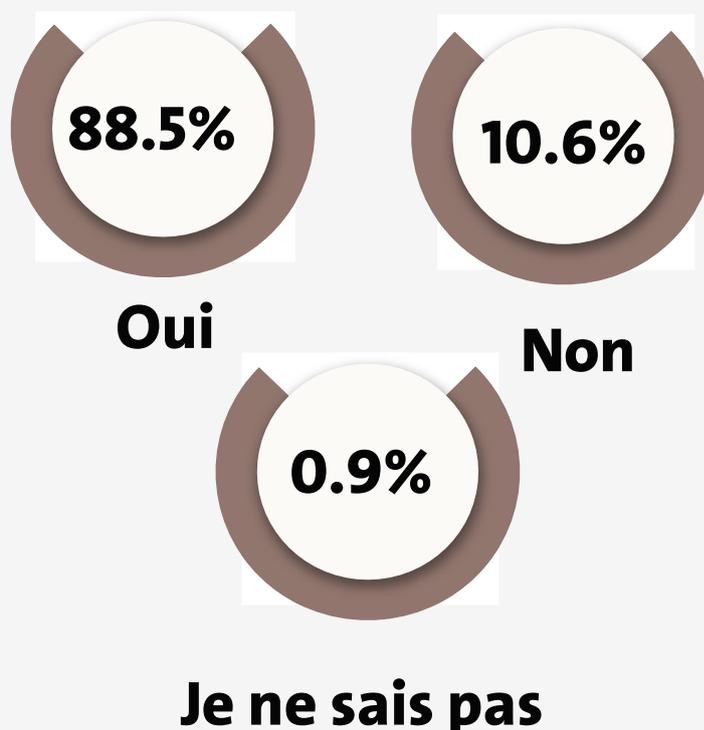
Concernant la représentation des femmes dans les postes de leadership, 68,1% estiment qu'il y a une représentation suffisante des femmes dans les postes de direction des institutions gouvernementales au Yémen, tandis que 25,7% pensent que cette représentation est insuffisante. Seuls 6,2% n'ont pas d'opinion précise sur le sujet.



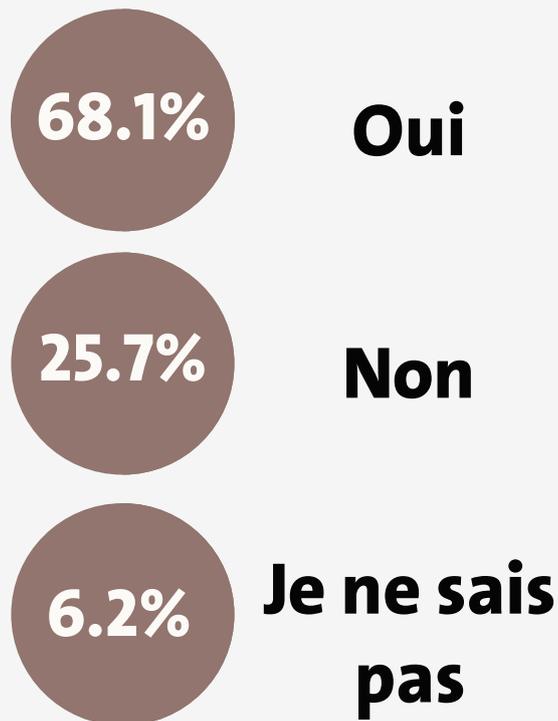
L'enquête indique également que la grande majorité des participants (88,5 %) estiment que le travail des femmes dans les institutions gouvernementales yéménites fait face à de nombreux défis. Les principaux défis identifiés par les participants sont les suivants : (Chaque réponse à cette question a été analysée - comme un échantillon distinct - avec un taux estimé de 100%)

- La discrimination de genre : 68,8% estiment que les femmes sont victimes de discrimination sur le lieu de travail.
- Le manque d'opportunités : 64% pensent que les femmes n'ont pas les mêmes opportunités que les hommes pour la promotion et le développement professionnel.
- L'absence d'un environnement sûr et soutenant : 45,9% estiment que les femmes ne se sentent pas en sécurité et soutenues dans leur environnement de travail.
- Le manque de soutien : 41,3% considèrent que les femmes ne reçoivent pas suffisamment de soutien de la part de leurs collègues et de leurs supérieurs.
- La difficulté à équilibrer travail et vie familiale : 29,4% estiment que les femmes ont du mal à concilier leurs responsabilités professionnelles avec leurs devoirs familiaux.

En revanche, 10,6% estiment que les femmes travaillant dans les institutions gouvernementales yéménites ne rencontrent aucun défi, tandis que 0,9% n'ont pas d'opinion précise sur ce sujet.



En ce qui concerne l'égalité des chances entre les femmes et les hommes en matière d'emploi et de développement dans les institutions gouvernementales au Yémen, 68,1% estiment que les opportunités sont équitables, tandis que 25,7% pensent le contraire. Les 6,2% restants ont déclaré ne pas avoir d'opinion sur la question de savoir si les opportunités de travail pour les femmes dans les institutions gouvernementales sont égales à celles des hommes ou non.



En conclusion, les participants à l'enquête ont souligné l'importance de renforcer la participation des femmes dans les institutions gouvernementales en augmentant les opportunités d'emploi disponibles pour elles. Ils estiment que cela contribuera à réaliser de nombreux avantages, notamment en favorisant la diversité et l'inclusion au sein de ces institutions et en améliorant la qualité des services offerts aux citoyens. Les participants ont également insisté sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour accroître les opportunités d'emploi pour les femmes dans les institutions gouvernementales, en renforçant le développement durable et en créant une société plus équitable et prospère.